Appel à la grève du mardi 31 mars 2026
Moyens, salaires, conditions de travail dans l'Éducation nationale en Mayenne : d'autres choix sont possibles !

Depuis plusieurs mois nos organisations CGT Éduc'action, FSU et SUD Éducation dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader davantage un service public d'Education déjà exsangue.

En Mayenne, dans le 2nd degré, en collèges et lycées, pour la rentrée 2026, ce sont 30 suppressions de postes pour seulement 12 créations, soit un solde négatif de 18 disparitions de postes d'enseignant.e.s. Ce plan social se reproduit chaque année et entraîne augmentations des effectifs dans les classes, réductions de l'offre de formation, compléments de service.
Les services de Vie scolaire sont particulièrement asphyxiés par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées. L'appel à la grève du mardi 16 décembre 2025 a été localement massivement suivi en Mayenne, notamment par les Assistant.e.s d'Education, conduisant à la fermeture totale de plusieurs services de Vie scolaire. En Mayenne, c'est également la fragilisation répétée, année après année, **des moyens infirmiers** dans les établissements scolaires d'un département qui est le troisième désert médical français.

Dans le premier degré, les cartes scolaires s'accompagnent de l'annonce de milliers de fermetures de classes à l'échelle nationale, avec la contrainte mise sur la création des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS), en l'absence de moyens spécifiques. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. Pour respecter les droits des élèves à besoins éducatifs particuliers et permettre un accueil de qualité pour tous.tes, nous avons, au contraire, besoin de moyens supplémentaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe et permettre notamment la scolarisation de tous.tes dans de bonnes conditions.
En Mayenne, la carte scolaire annoncée fait état d'un solde négatif de 9 classes en moins pour la rentrée 2026. Le Directeur académique se fait fort de « déployer des PAS dans tout le département » au mépris des conditions de travail des personnels AESH et des conditions

d'accompagnement des élèves en situation de handicap. Les PAS, c'est toujours plus d'accompagnement avec moins de moyens.
En Mayenne, cet abandon de l'État à l'égard de l'Éducation nationale en termes de moyens humains s'accompagne d'un abandon de la Région Pays de la Loire en termes de moyens matériels. Sous prétexte d'opération « Mon ordi au lycée », mettant à disposition de chaque lycéen.ne un ordinateur personnel, la Région n'assure plus l'entretien des parcs informatiques des lycées et ferme massivement des salles informatiques, dégradant d'autant les conditions de travail des enseignant.e.s et de leurs élèves.
De plus, le Conseil départemental de la Mayenne ne trouve rien de mieux en termes d'investissements pour les collèges publics que de dépenser 450 000 euros en caméras de vidéosurveillance, sous le prétexte fallacieux que les entrées de ces établissements seraient des « lieux de trafic », des « lieux de délinquance avérés », des « lieux de troubles à la tranquillité publique ». Nous dénonçons cette stigmatisation de la jeunesse et réitérons notre opposition au projet du Conseil départemental.

D'autres choix sont possibles ! L'École est un acteur essentiel de la cohésion sociale et il faut lui donner les moyens humains et matériels nécessaires pour créer les meilleures conditions possibles d'apprentissage pour tous les élèves.

L'École doit demeurer une priorité !

Mardi 31 mars 2026

Appel à la grève
et
Rassemblement, à partir de 11h30,

à Laval, place Jean Moulin, devant la préfecture